



**Project: “Senegal in the new Millennium Challenge :
history, education, culture and youth social and civic
Engagement in Senegal”**

SENEGAL: June 20- July 23, 2022

FULBRIGHT-HAYS GROUP PROJECTS ABROAD

Evolution des Politiques publiques et de Jeunesse au Sénégal

Dakar, 20 JUIN 2022

M. Abdoulaye DIARRA,

Expert en Management Public et Managing Director
de IDECA

Ancien Directeur de la Formation à l'Ecole Nationale
d'Administration du Sénégal (ENA)

Plan de présentation



Contexte démographique

Marché de l'emploi des jeunes au Sénégal

**Politiques publiques pour la prise en compte de
l'emploi des jeunes**

**Accroître l'impact et la cohérence avec les
objectifs du PSE**

ANNEXE

Contexte démographique

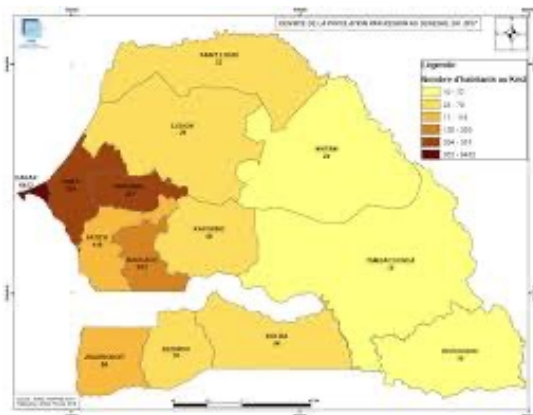


La population des jeunes dans le monde est estimée à 1,2 milliard d'individus en 2012.

Jeunes dans les pays en développement, estimée à un milliard de personnes, atteindra près de 1,1 milliard en 2060 et continuera de croître en Afrique jusqu'en 2050 et même au-delà (BIT, 2012).



Environ 90% de ces jeunes, résident dans des pays en développement, dont 60% en Asie et 17% en Afrique

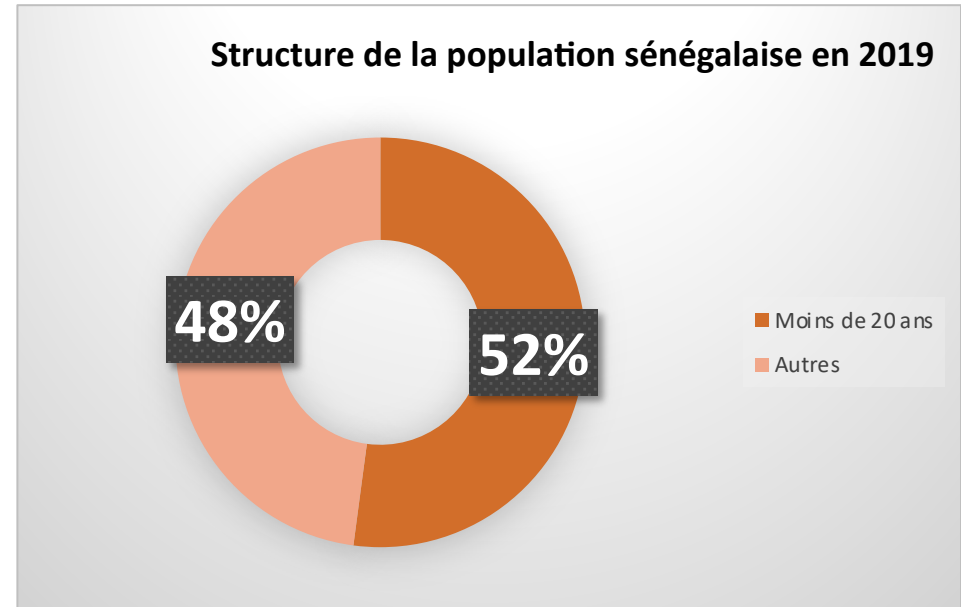


Proportion de la jeunesse de la population sénégalaise (ANSD_2019)



Le Sénégal connaît une forte dynamique de croissance démographique alors que l'offre de services sociaux et les possibilités d'insertion dans le marché du travail sont très réduites notamment pour la population jeune.

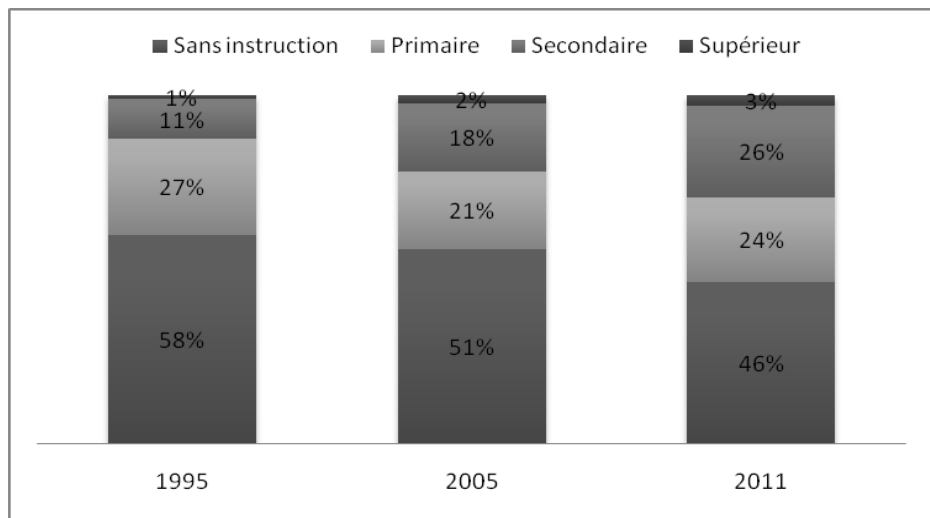
La jeunesse de la population pose avec acuité la problématique de la formation et de l'emploi



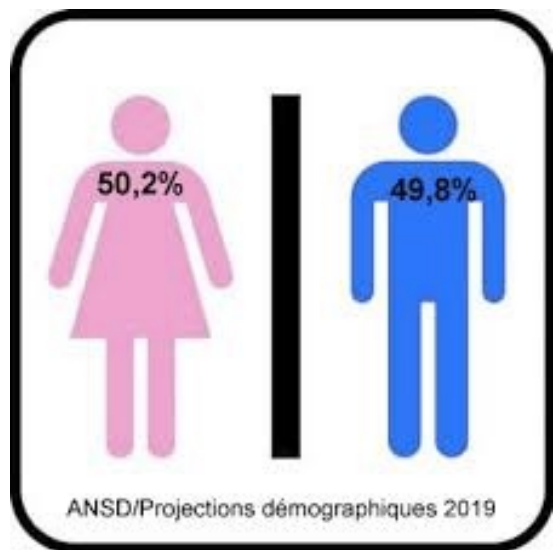
La jeunesse constitue une fenêtre d'opportunité en termes de bonus démographique à utiliser au mieux dans les efforts de développement.



Évolution de la structure des jeunes selon le niveau d'instruction entre 1995 et 2011



Source : calculs réalisés à partir des données de ESAM, ESPS I et ESPS II (ANSD, 2011a).



- 100 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail.
- Ce qui pèse sur les équilibres sociaux et économiques du pays.
- Le Sénégal doit créer des emplois

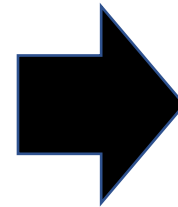
2. Marché de l'emploi des jeunes au Sénégal



Depuis quelques décennies, la situation de la population jeune est marquée par une dynamique de croissance rapide.

Les tendances démographiques sont telles que la main d'œuvre jeune ne cesse de croître.

Entre 2005 et 2011, la population jeune est passée d'un effectif de 4,1 millions à 4,5 millions d'individus, soit une hausse moyenne de 8%4 ANSD, 2011).



Pour faciliter l'insertion professionnelle de plus de 100 000 jeunes, le Sénégal doit créer des emplois.

2. Marché de l'emploi des jeunes au Sénégal

La population sénégalaise en âge de travailler représente 55% de la population totale en 2018 contre 54% en 2015.

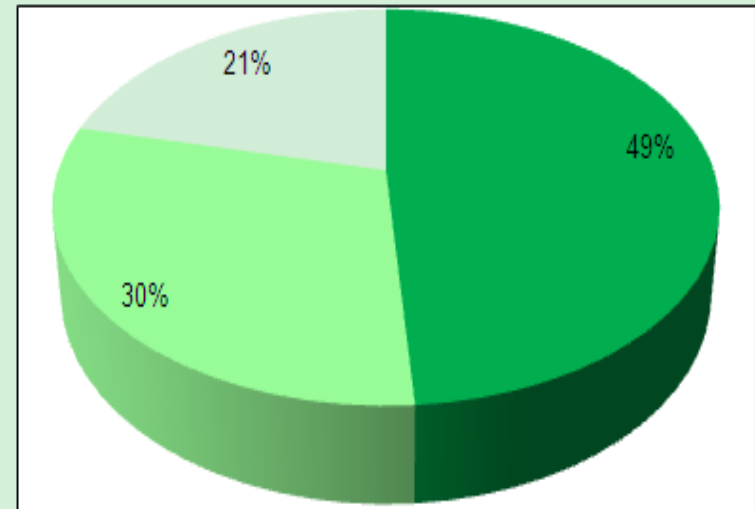
De plus, près du tiers de ces individus occupent un emploi dont 59% pour les hommes contre 32,8% chez les femmes.

En 2017, le taux de chômage se situe en moyenne à 15,7% au niveau national, à 18,6% en milieu urbain contre 13,1% en zone rurale.

Il touche davantage les femmes (22,1%) que les hommes (9,6%).

La rémunération des emplois salariés demeure faible : le salaire médian se situe à 54 000 FCFA et plus de la moitié des salariés ont gagné moins de 74 000 FCFA (1 dollar = 600 FCFA)

■ Secteur primaire ■ Secteur secondaire ■ Secteur tertiaire



Le secteur primaire emploie près de la moitié (49%) des jeunes occupés. Le secteur secondaire emploie quant à lui 30% et le tertiaire 21% des jeunes occupés.



FACILITER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DE PLUS DE 100 000 À 150 000 JEUNES PAR AN



Pour ce faire, il doit renforcer la compétitivité de son économie, augmenter ses capacités d'exportation et faire face à une concurrence internationale accrue sur les biens et services.

Pour satisfaire cette double exigence, le Sénégal a redéfini ses politiques d'emploi, d'éducation et de formation, et cherche à mieux articuler les formations professionnelles avec la demande économique.

3. Politiques publiques : réponses apportées par l'Etat

De 2000 à 2012

Ministère dédié à la jeunesse, de l'emploi et de la promotion des valeurs civiques ; FNPI ; AJEB et ANAMA

2013 : projet Appui à la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes (PAPEJF)

Formations techniques et professionnelles et à l'entrepreneuriat pour la création d'emplois dans le secteur agricole qui offre de nombreuses opportunités et assure 48,5% des emplois en 2011, mais ne contribue qu'à hauteur de 13,8 % au PIB.

Création d'un cadre de gestion de l'emploi avec plusieurs

Projet d'appui au Développement des Compétences et de l'Entrepreneuriat des Jeunes dans les secteurs porteurs (PDCEJ)

ANPEJ (remplace FNPI ; AJEB et ANAMA) , ADEPME , DER FJ, FONGIP, BNDE.

2014 : Plan Sénégal Emergent

Augmenter les opportunités d'emplois décents ; Près de 100 000 à 150 000 chaque année.

Accroître l'impact. en cohérence avec les objectifs clés du PSE.

Accroître l'impact et la cohérence avec les objectifs du PSE

En 2000

APIX

Guichet unique pour faciliter la création d'emplois

ADEPME

l'ADEPME est le bras opérationnel de l'Etat pour la promotion de la PME par la densification du tissu industriel et le renforcement de la compétitivité des entreprises.

En 2014

2014

FONGIP

Financement PME et encouragement des investissements dans les secteurs clés de l'économie, le FONGIP offre des garanties aux prêts bancaires, des lignes de refinancement au secteur de la microfinance, une bonification du taux d'intérêt pour baisser le coût du crédit

BNDE.

Un outil de financement national participant activement à la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée du Sénégal et plus globalement au développement du pays.

DER FJ

Lever les contraintes de financement auxquelles les femmes et les jeunes sont confrontés, la DER coordonne et rationalise l'offre d'accompagnement financier et non financier de ses cibles,

En 2019

COVID

Crise socio-économique aigue

Impact de la COVID-19 sur le bien-être et la pauvreté au Sénégal

PLAN SÉNÉGAL ÉMERGENT PLAN D' ACTIONS
PRIORITAIRES 2 AJUSTÉ ET ACCÉLÉRÉ (**PAP 2A**) POUR
LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE 2019 - 2023

L'axe « Capital humain, protection sociale et développement durable » se focalise sur l'amélioration du bien-être des populations avec dix objectifs stratégiques à savoir : OS1 : améliorer l'état de santé et de la nutrition des populations, **OS2 : promouvoir une offre éducative de qualité en adéquation avec les besoins socio-économiques, environnementaux et culturels**, **OS6 : promouvoir le travail décent**, OS7 : accélérer le rythme de la transition démographique,

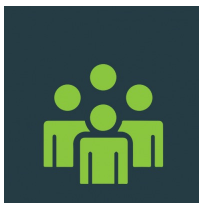
En 2021

REPONSE

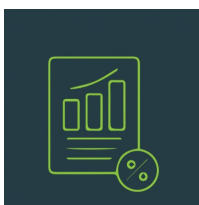
Programme d'urgence Xeyu Ndaw Ñi : recruter 50 000 à 100 000 jeunes



ENVIRONNEMENT
**LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE RECRUTE 10.000 JEUNES**



SPORT
**LE MINISTÈRE DES SPORTS RECRUTE 250 AGENTS DE MÉDIATIONS,
D'ASSISTANCES ET DE PRÉVENTION**



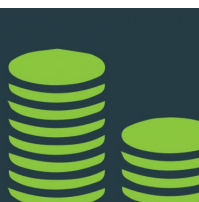
ADIE
**L'Agence de l'Informatique de l'Etat recrute les gestionnaires et les chargés
de clientèle pour les espaces « Sénégal services » dans 37 départements**



URBANISME HYGIENE PUBLIQUE
**LE MINISTÈRE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE
RECRUTE 12.000 AGENTS**



EDUCATION NATIONALE
**LE MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE RECRUTE 5.000
ENSEIGNANTS**



DER/FJ
**PORTEUR DE PROJET SOUHAITANT DÉPOSER UNE DEMANDE DE
FINANCEMENT**

*Merci beaucoup de
votre attention.*

Thank You



ANNEXE: Programmation triennale des crédits : Budgétisation pluriannuelle sur trois (3) années

Programmes	Nature économique	Années			Total
		2 021	2 022	2 023	
P1 : Gouvernance du Marché du Travail	Personnel	859 692 992	996 757 975	1 061 547 243	2 917 998 210
	Biens et services	644 450 000	9 728 985 190	1 026 407 591	2 153 834 000
	Transferts courants	900 000 000	972 134 813	1 094 980 253	2 550 000 000
Total programme 1		2 404 142 992	2 941 790 978	3 182 935 087	8 528 869 057
P2 : Protection sociale des travailleurs	Personnel	63 690 392	73 880 855	78 683 110	216 254 357
	Biens et services	102 600 000	204 123 593	220 663 391	527 386 984
Total programme 2		166 290 392	278 004 448	299 346 501	743 641 341
P3 : Pilotage, coordination et gestion administrative	Personnel	315 784 836	366 095 932	389 892 167	1 071 772 935
	Biens et services	475 112 000	646 547 796	680 649 259	1 802 309 225
	Investissements exécutés par l'État	290 598 000	162 123 976	177 978 658	630 700 634
Total programme 3		1 081 494 836	1 174 767 704	1 248 520 084	3 045 782 328
Total général		3 651 928 220	4 394 563 129	4 730 801 672	12 777 293 021

. Les réponses apportées par l'État au problème de l'emploi des jeunes

De 2014 à 2018, le FONGIP a accordé 3820 concours de garantie d'une valeur de 12,43 milliards de Francs CFA en 2015 et 35 prêts de refinancement accordés aux SFD d'un montant total de 5,58 milliards de Francs CFA.

Ces engagements de garantie et prêts de refinancement ont permis de mobiliser auprès du secteur financier un volume de financement de 48,61 milliards de FCFA au profit de 866 PME/PMI, 1188 TPE et 19.626 porteurs de micro-projets dont 87% de femmes.

Ces financements ont permis de créer et/ou consolider 27 787 emplois principalement dans l'agriculture et l'agro-industrie qui représentent 49% des engagements du FONGIP FONSIS : Après quatre (4) années d'exercice, le FONSIS a permis de développer 14 projets ayant fait l'objet de décaissements pour un coût de projets de 300 milliards et 1 500 emplois avec un effet de 1 pour 14.

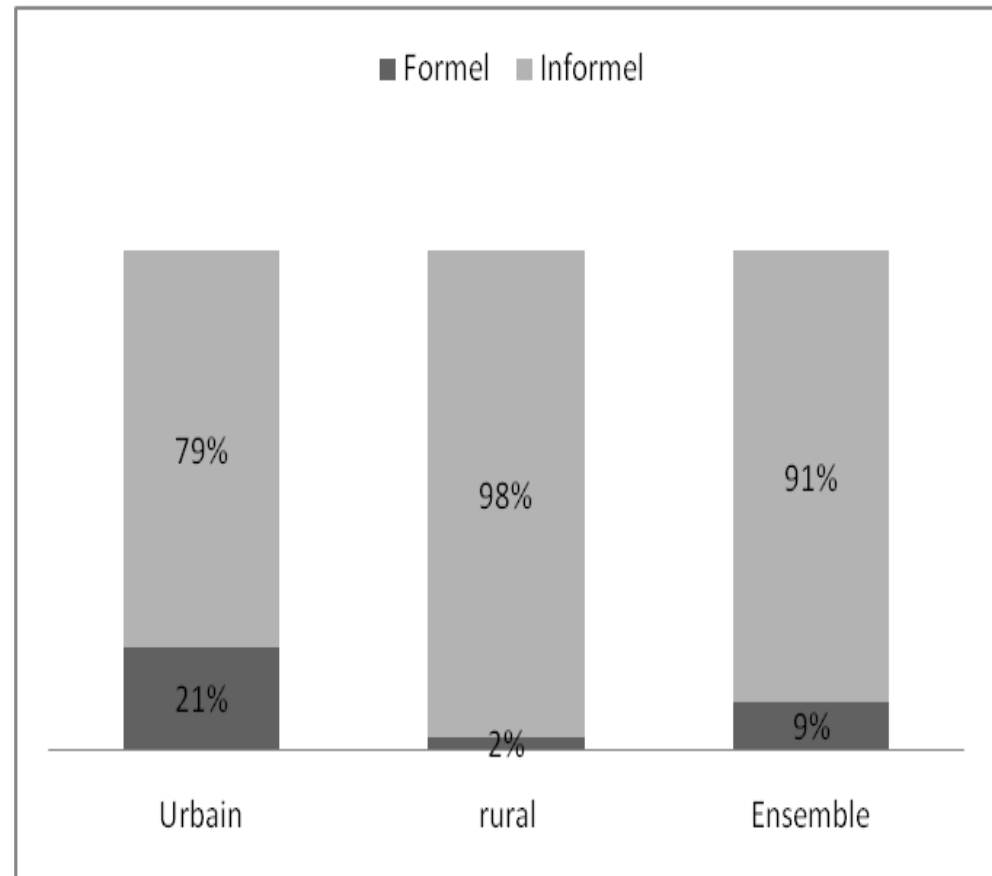
Ces investissements concernent, notamment, les projets :

- Pôle d'infrastructures médicales (« POLIMED »), pour 797 millions de FCFA ;
- SENERGY PV SA (« SENERGY ») : construction centrale solaire de 30 MW de 27 milliards FCFA ;
- Biosoy, pour la production de semences, aménagements agricoles sur 1000 ha, pour 4,6 milliards FCFA ;
- Parenterus : Usine pharmaceutique de production de solutés de perfusion, pour 8,42 milliards ;
- Société de génétique animale (SODGENAS), 500 millions FCF
- Teranga Capital Société d'investissement en fonds propres (« TC », 4 milliards) FCFA
- FONDS PME FONSIS SAED (« FPFS ») Société d'investissement en fonds propres et quasi fonds propres, doté d'une enveloppe d'un milliard de FCFA.

Figure : Répartition des jeunes occupés suivant le secteur formel ou informel selon le milieu de résidence

Mais pour que l'économie tire un avantage du potentiel offert par cette population, il faut que les jeunes occupent un emploi productif.

Cette progression de la population jeune peut ainsi être un handicap lorsqu'une forte pression s'exerce sur le marché de l'emploi, en particulier, dans des économies où peu d'opportunités d'emplois rémunérés existent et où la précarité au travail subsiste.



Source : calculs réalisés à partir des données de l'enquête ESPS 2 (ANSD, 2011a).

Les réponses apportées par l'État au problème de l'emploi des jeunes

Pour résorber la demande d'emploi, diverses stratégies ont été mises en œuvre, notamment, la nouvelle Convention Nationale État/Employeurs (CNEE), les programmes de fermes et de domaines agricoles communautaires (PRODAC), la promotion de parcs industriels et le programme relatif à l'Entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes (DER).

Pour lever les contraintes de financement auxquelles les femmes et les jeunes sont confrontés dans le développement de leurs activités, la délégation générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes a été mis en place afin de coordonner et de rationaliser l'offre d'accompagnement financier et non financier de ses cibles, tout en accroissant l'impact, en cohérence avec les objectifs clés du PSE. Avec l'objectif de financer plus de 50.000 entrepreneurs par an et de créer 100.000 emplois directs et 200.000 emplois indirects par an, la DER s'appuie sur un partenariat diversifié et la mise en place de mécanismes de financement adaptés aux cibles.

La stratégie de la DER reposera sur les lignes directrices suivantes :

1. la mutualisation et la rationalisation des actions des acteurs de l'écosystème financier avec un dispositif contribue au renforcement de l'équité territoriale ;
2. la dynamisation des économies locales avec le renforcement du potentiel économique en mettant en valeur les avantages compétitifs de chaque région, département et commune ;
3. la mise en place d'une offre financière et technique et d'un mécanisme d'intervention participatif et inclusif adapté aux spécificités des différentes cibles et aux réalités de leurs territoires d'ancrage.

Organisation et régulation du marché de l'emploi des jeunes

L'emploi reste un des objectifs clés du PSE. Il s'agit d'augmenter les opportunités décentes (productifs et rémunérateurs), près de 100 000 à 150 000 chaque année à travers :

- ***La promotion des investissements publics à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO)***, le développement de projets productifs à fort potentiel d'emplois, le développement des services, la promotion de l'auto-emploi des jeunes par la valorisation des compétences, la mise en œuvre de mesures incitatives pour favoriser l'investissement et la création d'emplois dans le secteur privé, l'appui à l'insertion et la mise de dispositifs facilitant l'accès aux crédits des porteurs de projets viables.
- ***L'amélioration du suivi et de la gestion du marché du travail***, par l'organisation et la mise à niveau du secteur informel, la mise en place d'un système d'information sur l'emploi, la régulation du marché du travail et la rationalisation des structures de financement, d'encadrement des jeunes et l'accompagnement des porteurs de projets.